

FACULTÉ DE NANTERRE :

A l'origine du « malaise » la politique du Pouvoir

A l'annonce de la fermeture de la Faculté de Nanterre, la semaine dernière, une certaine émotion s'est emparée des Nanterriens et même des habitants des villes périphériques.

Bâtiments fermés, pelouse désertée, activité réduite du restaurant, la Faculté des Lettres avait perdu pendant deux jours son animation habituelle.

La ville était en plusieurs points assiégée par d'importantes forces de police.

Lundi, les cours ont repris pour les douze mille étudiants de la Faculté : une partie d'entre eux, notamment en Sociologie et en Géographie, devaient subir ce jour-là des examens partiels qui, en cas de succès, peuvent leur permettre d'accéder directement à l'oral en fin d'année.

Ceci souligne l'importance du préjudice que peut causer une suspension de deux jours de cours, d'autant qu'au-delà des examens partiels, nous sommes relativement près de la fin d'année scolaire.

Pourquoi ces événements à la Faculté de Nanterre ?

LE PRÉTEXTE

A l'origine de la décision de fermeture se trouve l'activité pour le moins tapageuse et stérile de quelques groupes « anarchistes », « trotskystes » et autres aventuristes irresponsables. Ces individus, qui se comptent à quelques dizaines, ont entrepris de saccager les locaux, souillant les murs intérieurs et extérieurs d'immenses graffitis.

La complaisance du pouvoir à leur égard ne fait pas de doute, car pour lui, c'est très utile ; ils fournissent le prétexte à la répression contre la masse des étudiants ; mais ce qui est infiniment plus nocif, c'est qu'il tendent à dévoyer le mouvement, et ce faisant, de discréditer les étudiants aux yeux de la grande masse des travailleurs.

Ainsi, nous aboutissons à Nanterre et de nouvelles facultés de lettres. Nous nous affirmons pour une réforme démocratique de l'Université qui seule permettra d'apporter une solution et répondra aux aspirations des étudiants et des enseignants,

des sectes et organiser leur propre mouvement de progrès.

QUI PORTE LA RESPONSABILITÉ DE CETTE SITUATION ?

La cause profonde des événements de Nanterre est pourtant évidente et étudiants comme professeurs communistes s'emploient à la faire connaître : une faculté dotée de locaux et d'un encadrement actuel (pour ne pas parler des équipements) susceptibles d'accueillir 7.000 étudiants, a dû en inscrire 12.000.

À la rentrée, les étudiants en sociologie se retrouvaient à 80 dans les tra-

de travail des étudiants et de tout le personnel.

La réforme gouvernementale, rejetant toute orientation réelle des étudiants, aboutit à des mesures restrictives, à une étroite spécialisation dès le premier cycle, à la sélection par échec aux examens, à l'élimination des étudiants les plus modestes poussés vers les enseignements courts, en refusant l'attribution d'une allocation d'études qui permettrait des études à plein temps aux étudiants salariés.

Enfin, le pouvoir refuse de développer les équipements socio-culturels et tente d'étouffer les libertés démocratiques et syndicales dans les Cités et les Facultés.

Voilà les causes essentielles du malaise que le

C'est dans la participation active des étudiants à la défense de leurs revendications, à la lutte pour une réforme démocratique de l'enseignement, que se trouvent les solutions aux problèmes de l'Université, à Nanterre et ailleurs.

CE QUE PROPOSE L'UNION DES ETUDIANTS COMMUNISTES

— E. KAMENS

— Que les modalités des examens soient discutées par des commissions paritaires professeurs - étudiants afin que les examens ne soient pas des barrages, mais un contrôle



Le restaurant universitaire, par manque de personnel, donc de crédits, il n'est pas possible d'ouvrir les quatre salles à la fois.

Au nom des élus de Nanterre : UNE DÉCLARATION DE RAYMOND BARBET

Depuis une quinzaine de jours, la presse, la radio, la télévision ont fait beaucoup de bruit sur la Ville de Nanterre. Ce n'est pas pour évoquer les nombreuses réalisations de la Municipalité ouvrière accomplies en faveur de la jeunesse et pour le développement de la culture, mais pour décrire complaisamment les agissements irresponsables de quelques dizaines d'étudiants de la Faculté des Lettres qui se livrent à des dégradations des locaux et empêchent un fonctionnement normal des cours, ce qui a amené la fermeture de la Faculté pendant 2 jours.

Or, ce que veulent les étudiants, c'est travailler dans de bonnes conditions.

Les Elus de Nanterre sont conscients qu'à la base des incidents survenus à la Faculté réside le manque de maîtres, l'insuffisance des locaux et des crédits indispensables à un fonctionnement rationnel.

C'est pourquoi ils sont intervenus à de nombreuses reprises au Conseil Général et à l'Assemblée Nationale afin que le Ministre de l'Éducation Nationale et le pouvoir prennent les mesures d'urgence que nécessite la situation actuelle.

Cependant, le Gouvernement se refuse à débloquent les crédits nécessaires et porte ainsi la responsabilité de la crise.

De plus, la réforme qu'il met en place (mesures restrictives, spécialisation prématurée, élimination des étudiants modestes vers les voies courtes, etc.) et l'élimination par l'échec aux examens, le manque dramatique de débouchés crée un mécontentement profond parmi les étudiants.

Pour masquer sa carence, le Gouvernement exploite les agissements de quelques anarchistes pour dresser l'opinion publique contre les étudiants, pour les isoler du reste des forces démocratiques, afin de préparer la répression sous toutes ses formes.

Devant cette situation, il nous appartient de protester énergiquement contre la présence de nombreuses forces de police qui maintiennent à Nanterre un état de siège.

Nous faisons confiance aux étudiants qui sauront isoler les quelques groupuscules qui se font les alliés objectifs du pouvoir.

Nous faisons confiance aux professeurs et étudiants communistes et à la masse des étudiants qui sauront, en impulsant un large mouvement revendicatif, obliger le Gouvernement à satisfaire leurs droits, à prendre leur place aux côtés des travailleurs dans le combat pour la défense des conditions de vie et de travail et, au-delà, pour une université démocratique.

Les élus, les organisations démocratiques, la population de Nanterre continueront à soutenir les étudiants et le personnel de la Faculté dans leur lutte pour leurs justes revendications.

— Que les bibliothèques soient ouvertes jusqu'à 22 heures, c'est-à-dire pendant toute la durée des cours.

— Pour cela, il faut davantage de crédits pour employer davantage de personnel.

— La construction rapide de la bibliothèque.

— L'aménagement des horaires de travaux pratiques.

— Pour les résidents, des salles de travail par disciplines avec livres et monteurs qualifiés dépendant de l'Éducation Nationale.

CONDITIONS DE VIE :

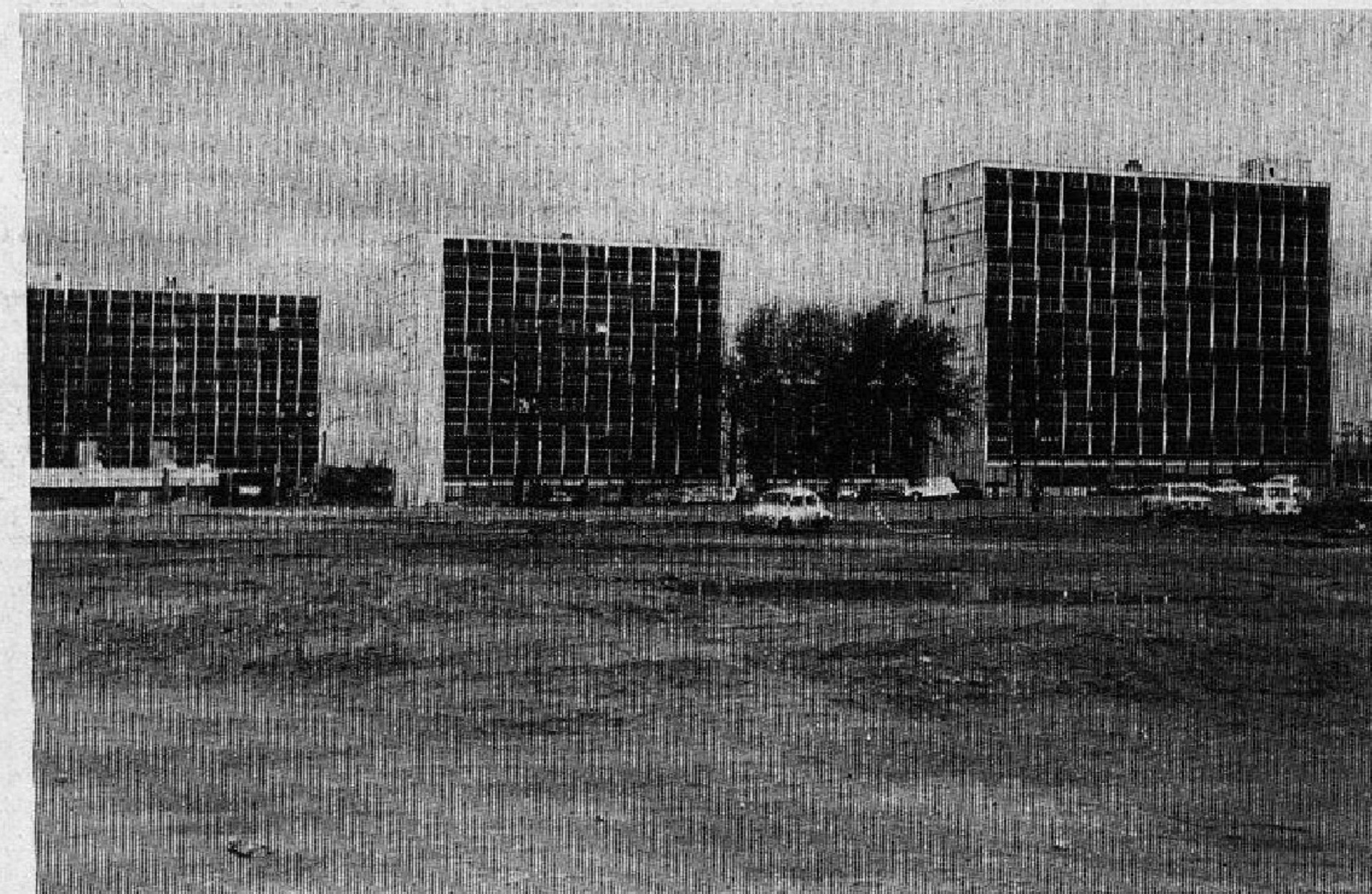
— Système d'allocations d'études permettant à chacun de se consacrer à temps plein à des études.

— Que les quatre salles du restaurant universitaire soient ouvertes, ce qui nécessite davantage de personnel, donc davantage de crédits.

— Des clubs de loisirs dans le style d'une Maison de l'Étudiant.

— Des activités culturelles tout au long de l'après-midi.

— Un centre sanitaire.



Des logements universitaires, c'est bien, avec des équipements sociaux et culturels, c'est mieux.

— La suppression du critère d'annuité dans les cités.

— Un service de cars attaché à la résidence jusqu'à une heure du matin.

VIE CIVIQUE DES ETUDIANTS

— Que tous les aménagements proposés ci-dessus soient sous la gestion des étudiants.

— A cette plate-forme aux étudiants le droit et les moyens d'avoir à la Faculté une activité politique et syndicale.

— A cette plate-forme doivent s'ajouter les revendications spécifiques de chaque discipline.

— Une discussion continue entre les professeurs

COMMUNIQUE DE L'UNION DES ETUDIANTS COMMUNISTES DE NANTERRE

Les derniers événements de Nanterre ont apporté la démonstration d'un certain malaise régnant parmi les étudiants.

Ce malaise est dû aux mauvaises conditions d'études, la Faculté est déjà surchargée, les professeurs sont en nombre très nettement insuffisant, il en est de même des équipements.

La cause essentielle de ce malaise est l'application de la réforme gaulliste de l'enseignement qui bouche les perspectives s'offrant aux étudiants en orientant un grand nombre d'entre eux vers des cycles courts.

Le pouvoir en est donc le grand responsable.

La situation créée à partir de ce malaise est utilisée par un certain nombre de groupuscules irresponsables et aventuristes, qu'il s'agisse des anarchistes ou du CLER (trotskyste), qui, consciemment, en se livrant à des actes de banditisme et de vandalisme aident le pouvoir dans sa volonté de s'opposer aux justes revendications des étudiants.

Les étudiants communistes, fortement contre ces méthodes aventuristes, de même qu'ils s'opposent à toute atteinte aux libertés démocratiques. Il faut donc que tous les étudiants de la Faculté s'unissent pour faire valoir leurs revendications pour redonner, d'urgence, une activité démocratique et une activité de masse à leur syndicat : l'U.N.E.F.

Avec l'ensemble des étudiants et des professeurs, les étudiants communistes réclament une amélioration des conditions d'études, en même temps qu'ils proposent avec le Parti Communiste une réforme démocratique de l'enseignement dans le cadre d'une démocratie véritable.

et les étudiants sur l'orientation et les débouchés.

— Une discussion entre professeurs et étudiants sur la vie civique de la Faculté.

Pour faire triompher l'ensemble de ces revendications, il est nécessaire que tous les étudiants de la Faculté s'unissent et redonnent, d'urgence, une activité de masse à leur syndicat, l'U.N.E.F.

L'aboutissement de certaines de ces revendications dépend des enseignants et de l'administration de la Faculté : il est possible d'en discuter, de manière responsable, avec les intéressés. Pour obtenir gain de cause pour la construction de nouveaux locaux, pour la création massive des postes néces-

Pour cela, l'U.E.C. invite les étudiants à lutter avec les communistes pour un gouvernement populaire et qui, seul, dans le cadre d'une démocratie véritable, peut satisfaire leurs aspirations.

Communiqué des enseignants et du personnel communistes de la Faculté

La Faculté de Nanterre dépasse largement les 11.000 étudiants. Les conditions matérielles et pédagogiques se sont dégradées.

L'application de la réforme gaulliste de l'Enseignement aboutit à ôter à un grand nombre d'étudiants toute perspective d'avenir.

C'est la politique délibérée du pouvoir en matière d'Éducation qui est seule à l'origine du « malaise » qui existe parmi les étudiants.

Cette situation est utilisée par des groupuscules provocateurs dont nous condamnons les méthodes. Au moment où le gouvernement se prépare à porter de nouveaux coups à l'Enseignement Supérieur, les groupuscules travaillent à détruire toute organisation étudiante, à dévoyer le mouvement syndical et à le paralyser.

Par leurs méthodes, ils visent à discréditer le mouvement étudiant et à favoriser les visées du pouvoir.

Les professeurs communistes font confiance à la masse des étudiants qui peut, sans recourir à la force, faire taire une poignée de provocateurs et appuyée sur la seule véritable organisation syndicale étudiante, l'U.N.E.F., rétablir dans la Faculté une atmosphère propre aux études, au dialogue et aux actions en commun.

Nous sommes opposés à toute mesure de répression policière et administrative.

Nous affirmons, pour tous les étudiants, comme pour tous les enseignants, le droit à l'expression de leurs opinions politiques et à l'action syndicale.

Nous exigeons la construction de nouveaux locaux à Nanterre et de nouvelles facultés de lettres. Nous nous affirmons pour une réforme démocratique de l'Université qui seule permettra d'apporter une solution et répondra aux aspirations des étudiants et des enseignants,



La construction de la bibliothèque commence. Le projet date de près de quatre ans.